

Dans la perspective de son 24^e numéro à paraître en novembre 2023, la revue *Alternatives Humanitaires* lance un appel à contributions pour son dossier qui sera consacré au thème dont le titre provisoire est « **Amérique centrale : entre inégalités, insécurité et mouvements de populations, quels rôles pour les acteurs humanitaires ?** ». Si vous êtes intervenant·e, chercheur·euse ou observateur·ice du milieu humanitaire international, et souhaitez soumettre un **projet d'article** sur ce thème, merci d'adresser un résumé de votre problématique et un plan provisoire (2 pages maximum) avant le 13 février 2023, à l'adresse mail suivante : contact@alternatives-humanitaires.org. Une réponse vous sera adressée le 27 février 2023 au plus tard.

L'article final – rédigé en français ou en anglais – devra être rendu avant le 11 septembre 2023, le calibrage moyen se situant aux alentours de 15 000 signes, espaces compris (soit 2 400 mots environ). Six ou sept articles environ seront retenus dans le cadre de ce dossier.

Pour chaque numéro, nous étudions également les projets d'articles portant sur des thématiques en relation avec l'action humanitaire autres que celle du dossier, et qui trouvent place dans les rubriques « Perspectives », « Transitions », « Innovations », « Éthique », « Reportage » ou « Tribune ». Nous vous invitons à nous faire parvenir vos propositions.

Amérique centrale : entre inégalités, insécurité et mouvements de populations, quels rôles pour les acteurs humanitaires ?

Un dossier/focus copiloté par **François Audet**, directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires (OCCA)H)
avec **Boris Martin**, rédacteur en chef d'*Alternatives Humanitaires*

Géographiquement, la région Amérique centrale s'étend du sud du Mexique jusqu'à la région du Darién au Panama. Il est généralement convenu que sept pays constituent cette zone géopolitique, à savoir le Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et le Salvador. La population de cette région, estimée à 50 millions d'habitants, est soumise à d'importantes épreuves : accroissement des disparités économiques, vulnérabilité climatique aggravée par des saisons cycloniques de plus en plus destructrices, violences chroniques, accès très limité aux services sociaux. Les mouvements massifs de populations, intra ou extrarégionaux complexifient encore ce contexte humanitaire. Comme ailleurs dans le monde, la pandémie de Covid-19 n'a pas manqué d'exacerber la vulnérabilité de plusieurs groupes, notamment les femmes et les communautés autochtones, en impactant fortement l'économie régionale. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, plus de 25 % de la population de la région présente des besoins humanitaires importants, notamment en termes de protection face aux violences des groupes armés, d'insécurité alimentaire et de santé.

L'une des conséquences de ce contexte précaire s'incarne dans le déplacement massif de populations. Le nombre de migrants (réfugiés et demandeurs d'asile) a en effet considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, tout particulièrement depuis 2018. Les dynamiques de ces déplacements sont variées, ce qui complexifie d'autant l'aide qui peut être apportée. Ainsi des populations venues d'Afrique empruntent la route d'Amérique du Sud depuis le Chili et remontent vers les États Unis et le Canada en empruntant les corridors de déplacement d'Amérique centrale. Mais on observe aussi des déplacements intrarégionaux de populations fuyant les contextes politiquement et socialement instables du Nicaragua ou du Honduras. Depuis le début de l'année 2022, dans la région du « Triangle du Nord » (Guatemala, Honduras et Salvador), on a observé une augmentation de 110 % du nombre de déplacés internes. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés estime ainsi que près de 900 000 personnes du nord de l'Amérique centrale ont dû quitter leurs foyers, soit pour s'établir ailleurs dans la région, soit se diriger vers l'Amérique du Nord. Plus spécifiquement encore, plus de 318 000 déplacés internes au Honduras et au Salvador et plus de 102 000 Nicaraguayens ont demandé une protection internationale à titre de demandeurs d'asiles. Cela s'ajoute aux populations migrantes venues d'autres régions du monde dont des Vénézuéliens, Haïtiens, ou Cubains qui transitent de la frontière du Darién (Panama) pour se rendre aux États-Unis.

Entre pression démographique et déplacements historiques, l'augmentation du nombre de personnes en quête de sécurité met à rude épreuve les capacités d'accueil de la région, notamment dans les pays plus pauvres comme le Guatemala, le Nicaragua ou le Honduras. L'arrivée ou le passage de milliers de déplacés pèsent lourdement sur des services sociaux déjà restreints et peinant à assister les populations locales. À des degrés variables, les différents pays d'Amérique centrale sont donc aux prises avec de grandes tensions sociales causés par ces dynamiques de déplacement, et une insécurité exacerbée par les gangs armés.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance, l'UNICEF, s'est particulièrement intéressé aux facteurs expliquant les souhaits et contraintes des personnes qui quittent cette région d'Amérique centrale. De la pauvreté extrême à la criminalité endémique (violence, extorsion et recrutement forcé par des gangs) en passant par les problématiques de violences familiales et d'agressions sexuelles contre les femmes et les filles, les raisons ne manquent pas. Elles sont aggravées par le manque de services sociaux et d'opportunités en matière d'éducation et d'apprentissage professionnel. En somme, ces mouvements de populations servent de révélateurs des inégalités et de la forte insécurité traversant la sous-région.

Celle-ci est aussi fortement impactée par les transformations profondes de la politique étrangère américaine qui joue un rôle historique en Amérique centrale. Mais depuis les attentats terroristes de 2001 aux États-Unis, les enjeux de sécurité nationale ont dominé les relations avec les pays de la région, la sécurité et donc le contrôle des frontières en devenant la pierre angulaire.

Les acteurs humanitaires indépendants se sont aussi depuis longtemps engagés en Amérique centrale, ne serait-ce que dans le contexte des conflits de la guerre froide des

années 1970-1980, qui firent des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés à l'époque. D'autres événements plus récents et aussi divers que les accords de paix du Guatemala en 1996, l'ouragan Mitch de 1998 au Honduras ou le tremblement de terre du Salvador de 2001 ont permis d'établir des mécanismes majeurs de financement de l'aide pour la région... et de consolider l'influence des États-Unis dans la géopolitique régionale.

Mais sur le terrain, les défis de l'action humanitaire restent importants. En particulier, l'aide dirigée vers les populations en déplacement est souvent mal évaluée étant donné la complexité des dynamiques. En effet, il est particulièrement difficile de pouvoir circonscrire des besoins pour une population qui est en mouvement, ou qui ne souhaite tout simplement pas être identifiée. Quant aux besoins des populations locales, insuffisamment pris en compte par des services sociaux déficients, ils ouvrent la voie à des formes grandissantes de précarité, largement exploitées par les réseaux du crime organisé.

Face à autant de défis, l'objectif de ce nouveau dossier géopolitique d'*Alternatives Humanitaires* est d'apporter un éclairage sur le contexte humanitaire dans cette région d'Amérique centrale. Sans établir une liste exhaustive, les contributions pourront notamment porter sur les thématiques de débat et questionnements de recherche suivants :

- Qui sont les acteurs humanitaires présents dans la région, comment ont-ils évolué au fil de l'histoire récente, des reconfigurations géopolitiques et des mobilisations des sociétés civiles ?
- Quels sont le rôle et le poids du secteur de l'humanitaire dans la région ? On s'intéressera aux acteurs nationaux comme internationaux, aux organisations non gouvernementales comme aux agences onusiennes et au rôle des États locaux comme des agences d'aide au développement de pays tiers.
- Quels sont les freins pour les populations locales et migrantes à accéder aux services de protection et aux projets de soutien des organisations humanitaires? Pour ces dernières, quels sont les facteurs qui nuisent à soutenir adéquatement ces populations ?
- Quel est l'impact des nouveaux instruments juridiques régionaux et internationaux sur l'action et la coopération des États et acteurs humanitaires dans l'hémisphère (ex: Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection, Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières) ?
- Quelles sont les nouvelles possibilités de collaboration entre les acteurs humanitaires et les États-clés dans la gestion de la crise migratoire ayant récemment connu un virage politique important (ex: Honduras avec Xiomara Castro et Colombie avec Gustavo Petro) ?

Et nous comptons sur nos contributeurs pour soulever des problématiques sous-valorisées et des thématiques innovantes !